

Le racisme, au quotidien des radicalisations

L'actualité médiatique de l'antiracisme se focalise généralement sur les actes et propos antisémites, islamophobes, et sur leur augmentation. Légitime, cette polarisation ne saurait occulter un mouvement plus profond : un « réflexe raciste » et instrumentalisé, de plus en plus convoqué comme grille de lecture du moindre fait social.

Louis SALLAY, journaliste

D'une canicule l'autre ! Celle de 2003, particulièrement meurtrière, avait révélé la fragilité des personnes âgées et isolées, et l'inaction gouvernementale avait été sévèrement jugée. Vingt-trois ans plus tard, les dirigeants actuels préconisent avec un grand bon sens de boire beaucoup, de fermer ses volets et de se protéger de la chaleur. Belle continuité ! Mais cette fois, ce sont les jeunes et les populations « d'origine » qui font la une de certains médias. Pascal Praud et Jordan Bardella aidant, l'accent est mis sur le « *déferlement* » de populations qualifiées pêle-mêle de « *cailleras* »⁽¹⁾ et autres « *barbares* », coupables d'une explosion d'incivilités. D'où l'angoisse du président du Rassemblement national : « *Quel territoire français, en 2026, échappe encore à l'ensauvagement ?* » Loin d'être anecdotique, cette véritable campagne médiatique s'avère bien rodée, à la fois folle et rationnelle. Plutôt que d'analyser les causes de la canicule et ses conséquences, plutôt que de chercher à dégager des solutions collectives, on pointe du doigt celles et ceux qui en sont victimes et, face à elles, on serre les rangs au cri de : « restez chez vous » !

Le climatoscepticisme, ici, se combine avec l'un des plus anciens mécanismes de défense psychologique : trouver un bouc émissaire.

Le terreau des actes et violences racistes

Aujourd'hui, ce processus connaît des accélérations brutales, parfois meurtrières. Ces deux dernières années, notre pays a ainsi connu : un pogrom anti-Rom dans le paisible village de Villeron,

fusils et pelleuse à l'appui ; le meurtre annoncé d'Angela Rostas, rom, habitant une caravane dans le village de Chênex, abattue de deux coups de fusil après que sa caravane a été à deux reprises incendiée ; l'assassinat d'Aboubakar Cissé, musulman âgé de 22 ans, habitant la Grand-Combe, poignardé en pleine prière. Cette énumération est évidemment loin d'être exhaustive et s'enrichit au quotidien de ces « mille petits riens » qui, de la recherche du logement à l'emploi, de l'hôpital à l'école, cristallisent un faisceau de discriminations quotidiennes et de mise au ban des personnes. Des « incidents » qui peuvent trouver écho ou relais dans un contexte législatif et médiatique tissé d'accusations, de mises en demeure, d'amalgames xénophobes.

Cette dialectique entre « incidents » et mise en scène médiatisée connaît une mutation profonde, en pleine accélération depuis l'arrivée à l'Assemblée nationale d'un fort groupe RN. Le choix assumé des droites républicaines de s'aligner sur ses thématiques, la multiplication de projets de lois visant à stigmatiser les étrangers et à limiter l'espace civique ont provoqué une radicalisation des manifestations du racisme au quotidien, d'autant plus radicales que, si elles entrent en contradiction avec les tendances lourdes de l'opinion publique, elles en expriment un fond qui demeure irréductible.

De façon presque constante en effet, le sondage du rapport de lutte antiraciste que publie annuellement la CNCDH⁽²⁾ confirme que la société française est plus ouverte à la différence et à l'étranger. Mais il confirme également que les formes de haine qui se manifestent – antisémite, islamophobe, homophobe, masculiniste – sont largement corrélées à un sentiment anti-immigré, véritable trame sur laquelle elles viennent étroitement s'ajuster. Ce bloc de préjugés est ancien et constant. En 2024, 60 % des personnes interrogées estimaient que « de nombreux immigrants viennent en France uniquement pour profiter de la protection sociale » ; 23 % que « les enfants d'immigrés nés en France ne sont pas vraiment français » ; 46 % que « l'immigration est la principale cause de l'insécurité » et 36 % que « les juifs ont un rapport parti-

« Cela fait des décennies que les forces de droite, républicaines ou extrêmes, soufflent sur les braises du pire : les politiques publiques ont ainsi exprimé un même refus de l'inclusion, de la différence, de l'Autre. Aujourd'hui, sur fond d'assèchement des politiques redistributives et de montées des mécontentements, il structure une violente radicalisation. »

(1) « Verlan » de « racailles ».

(2) NDLR : voir l'article de Nonna Mayer sur le dernier rapport de la CNCDH en page 38 de ce dossier.



DOSSIER

Racismes : l'égalité à l'épreuve

« Dans un pays où 96 % des personnes interrogées pour l'enquête "Fractures françaises" disent "appartenir à une France mécontente" (53 %) ou être "en colère" (43 %), il est tentant pour certaines forces politiques de capter ces ressentis et d'en faire programme. Le racisme surgit alors comme une aubaine, tant il s'apparente par essence à un délire. »

culier à l'argent». Un peu plus de 5 % affirmaient qu'il existe une « hiérarchie des races » ; 5 %, c'est peu, mais suffisant pour constituer un socle sur lequel, au fil des dernières décennies, se sont succédé et mêlés « racisme racial » et « racisme culturel », ouvrant la voie à un « racisme politique » décomplexé. Certes, l'indice de tolérance, calculé par ces mêmes sondages, progresse. Mais la tolérance comme « valeur » pèse peu vis-à-vis d'une stratégie délibérée d'exploitation du sentiment d'isolement face aux injustices, du ressentiment nourri d'abandons, de la peur de l'avenir.

Quand le « racial » exprime le « social »

C'est particulièrement vrai lorsque d'imposants appareils politiques et médiatiques infusent à longueur d'antenne que les maux du pays seraient réglés en réservant les droits (et les plages) aux seuls Français « nés natifs d'ici », et plaident donc pour une « préférence nationale ». Le recours déposé au Conseil d'État par le RN contre la nomination de Najat Vallaud-Belkacem à la Cour des comptes constitue un parfait exemple de l'acharnement à « traquer l'étranger », qu'il soit coupable de binationalité, de double allégeance ou, paradoxalement, de « séparatisme »... C'est ainsi que l'enjeu racial se retrouve de plus en plus fréquemment mobilisé dans l'actualité des contradictions sociales et économiques. Cette rencontre en tension entre « social » et « racial », si elle procède souvent d'une stratégie politique ou électorale, renvoie surtout aux réalités sociales et démographiques, aux hiérarchisations territoriales, aux jeux d'inclusions et d'exclusions.

L'affaire « Master poulet » à Saint-Ouen a ainsi cristallisé un conflit où la gentrification vient percuter l'origine, sur fond de malbouffe et de refoulement territorial. Bien desservi par le métro, le quartier où s'est installé le fastfood attire les Parisiens chassés par la flambée des loyers. Le maire s'oppose à son ouverture. Publiquement, il invoque son investissement contre la malbouffe, mais en vient à pointer du doigt les « nuisances sonores et olfactives » liées à l'affluence de la clientèle et à la cuisson. Ainsi se trouvent entremêlées discriminations territoriales, stigmatisation d'une pauvreté aux origines racisées, refoulement des indésirables avec, enfin, reprise de l'antienne du « bruit et [de] l'odeur ». Pour la clientèle du fastfood, cette « complexité » porte un nom : le racisme.

De façon plus spectaculaire, l'élection de Bally Bagayoko à la mairie de Saint-Denis aura illustré la mobilisation du racisme autour de l'enjeu de légitimité démocratique⁽³⁾. À peine élu, le



futur maire célèbre Saint-Denis en citant le poète Jean Marcenac : « *Ville des rois morts et du peuple vivant*. » Sur cette base, une fake news surgit. On prête à ce « *maire malien* » (il est né à Levallois-Perret) d'avoir dit « *Noirs* » à la place de « *rois morts* », de vouloir « *purger* » la police municipale, de se comporter en « *grand singe* ». Bally Bagayoko devient l'incarnation d'un grand remplacement sauvage et ténébreux. Au micro de CNews, Michel Onfray mobilise Darwin et la primatologie pour évoquer des réflexes animaux et dit sans le dire qu'un élu de gauche d'ascendance africaine n'est compatible ni avec la démocratie, ni avec la civilisation. Plutôt que déclarer son opposition politique à une élection incarnant une alternative de gauche, on convoque pour la délégitimer le racisme le plus rance.

Ce couple dynamique « social » et « identitaire » n'est pas forcément de tout repos. Il peut arriver que l'une des composantes en vienne à prendre le pas sur l'autre, tension qui appelle des « arrangements » nés de pratiques et de conflits. Ce processus porte en lui de fortes polémiques. En attestent les débats épidémiques autour du slogan de « Nouvelle France », porté par la France insoumise, ou encore les protestations qu'a provoquées la bande dessinée *Picardie Splendor*, réalisée à l'initiative de François Ruffin. Destinée à illustrer toutes les facettes de la vie d'un député de gauche proche du « peuple réel », elle met en scène un député, véritable « super-héros », armé d'une carte bancaire et d'un bon sens supposé apaiser les tensions du quotidien qui résultent des contrôles policiers, des vérifications dans les transports en commun... L'album a soulevé une vague de critiques en racisme et en paternalisme, tant les personnages « racisés » y sont représentés de façon négative et caricaturale. Au-delà du fait qu'il est perçu comme un « *white savior* » (un « sauveur blanc »),



le député se voit surtout reproché de promouvoir la vision d'un racisme déconnecté de ses causes systémiques. Bref, il déçoit les attentes des populations visées par le racisme, en demande d'égalité et de justice sociale.

« Déconsolidation démocratique » à l'œuvre

Plus que dans les bonnes intentions affichées, ce sont dans les mouvements et débats en cours que devront se stabiliser des diversités d'approches, jusqu'à – idéalement – faire sens et projet. Les acteurs politiques l'ont fort bien compris et tentent de maîtriser l'intrication des jeux et enjeux sociaux et identitaires. Dans ce cadre, cela fait des décennies que les forces de droite, républicaines ou extrêmes, soufflent sur les braises du pire : les politiques publiques ont ainsi exprimé un même refus de l'inclusion, de la différence, de l'Autre, refus qui a longtemps permis de classer et de hiérarchiser. Aujourd'hui, sur fond d'assèchement des politiques redistributives et de montées des mécontentements, il structure une violente radicalisation. Cela se lit dans le surgissement des mots : « écoterroristes », « séparatistes », « wokistes », « barbares ». Cela s'entend dans les mises en cause répétées du droit international, des institutions des droits de l'Homme, de l'État de droit. C'est le processus que décrit parfaitement Marie-Laure Basilien Gainche⁽⁴⁾ : « *La désillusion devant le creusement des inégalités et les effets des crises économiques est instrumentalisée ; la crainte devant les évolutions induites par la présence de*

En 2024, un peu plus de 5 % des personnes interrogées dans le cadre du baromètre racisme de la CNCDH affirmaient qu'il existe une « hiérarchie des races » ; c'est peu, mais suffisant pour constituer un socle sur lequel, au fil des dernières décennies, se sont succédé et mêlés « racisme racial » et « racisme culturel », ouvrant la voie à un « racisme politique » décomplexé.

migrants – présentée comme insupportable – et par l'affirmation des minorités – dénoncée comme dangereuse pour l'identité – est élevée en vecteur de lutte et de combat ; le ressentiment à l'encontre des autorités internationales, des arcanes technocratiques, des résistances judiciaires est alimenté par le pouvoir. La déconsolidation démocratique n'est pas seulement institutionnelle et normative : elle est aussi symbolique, discursive et affective. »

De l'exclusion raciste à l'exclusion de la démocratie, il n'y a bien qu'un pas, tant l'attaque portée contre les droits des étrangers finit toujours par mettre en cause les droits de toutes et tous, nationaux compris. Dans un pays où 96 % des personnes interrogées pour l'enquête « Fractures françaises »⁽⁵⁾ disent « appartenir à une France mécontente » (53 %) ou être « en colère » (43 %), il est tentant pour certaines forces politiques de capter ces ressentis et d'en faire programme, au détriment de la mise en débat du réel et de sa complexité. Le racisme surgit alors comme une aubaine, tant il s'apparente par essence à un délire. Lorsqu'il devient légitimé par des institutions et des figures d'autorité, il appelle d'autres réponses que strictement pédagogiques, scientifiques ou morales. Non qu'elles soient inutiles, évidemment. Mais leur efficacité suppose que l'initiative politique change de camp, qu'elle trouve les pratiques sociales, les récits et les médiations en capacité d'articuler ripostes antiracistes et promesses de progrès social, démocratique, écologique... Les attaques qui ont visé les élus municipaux racisés, les ripostes qu'elles ont suscitées au mois de juin 2026 auraient pu permettre un sursaut, l'éveil de mobilisations antiracistes larges et unitaires. L'ombre portée de la présidentielle et de ses calculs, auxquels s'est ajoutée la canicule, en ont décidé autrement. Partie remise. L'urgence, elle, demeure. ●

(3) NDLR : voir l'article de Bally Bagayoko en page 44 de ce dossier.

(4) « Considérer la démocratie et sa déconsolidation » : <https://sites.google.com/site/marie-laurebasiliengainche/travaux-personnels/travaux-portant-sur-le-pluralisme-juridique-l-ouverture-des-processus-decisionnels>.

(5) Une enquête Ipsos pour *Le Monde*, la Fondation Jean Jaurès, le Cevipof et l'Institut Montaigne.

« De l'exclusion raciste à l'exclusion de la démocratie, il n'y a bien qu'un pas, tant l'attaque portée contre les droits des étrangers finit toujours par mettre en cause les droits de toutes et tous, nationaux compris. »